



Cayenne, lundi 18 juillet 2016

Monsieur Bernard CAZENEUVE

Ministre de l'Intérieur

1, Place Beauvau

75008 PARIS

Objet : Insécurité et criminalité en Guyane

Monsieur le Ministre,

Quelques jours seulement après l'odieux attentat terroriste qui a frappé la ville de Nice et qui vous a valu de devoir bouleverser votre agenda - entraînant notamment l'annulation de votre déplacement sur notre territoire, nous sommes contraints de vous interpellier sur la situation de la Guyane en matière d'insécurité ; une situation qui, désormais, nous apparaît totalement inextricable.

Ce courrier que nous vous adressons, Monsieur le Ministre, fait suite au énième meurtre d'un Guyanais. Un meurtre de plus, mais un meurtre de trop, perpétré contre Monsieur Maurice Chen-Ten-You, personnalité émérite de la société guyanaise, par des braqueurs sans foi ni loi, qui n'ont pas hésité, comme cela se produit malheureusement de façon quotidienne, à s'introduire armés à son domicile, l'abattant froidement devant son épouse alors qu'il tentait de leur résister.

Monsieur le Ministre, vous deviez effectuer un certain nombre d'annonces lors de votre déplacement en Guyane. Ce n'est que partie remise, nous ne doutons évidemment pas que votre venue sera très prochainement replanifiée. Permettez-nous simplement d'attirer votre attention sur la nécessité forte que ces annonces soient véritablement en adéquation avec la crise grave que connaît notre territoire.

Nous nous interrogeons en effet sur votre connaissance réelle de ce que nous vivons au quotidien et qui, au point où nous en sommes, et quoique les risques d'attentats soient sans doute moindres en Guyane que sur le territoire hexagonal, justifierait largement, selon nous, l'instauration d'un état d'urgence permanent.

Pas un seul jour sans que nos citoyennes et nos citoyens ne se fassent agresser, molester, violenter dans l'espace public, y compris en plein centre-ville, en soirée ou en plein jour, par des individus avides de leur dérober bijoux, sacs à main, téléphones portables, et autres effets personnels ;

Pas un seul jour sans que nos citoyennes et nos citoyens circulant en scooter ne se fassent braquer par des personnes qui, après les avoir bousculés ou plus simplement abattus froidement y compris devant témoins, ne récupèrent leur cyclomoteur sans autre forme de procès ;

Pas un seul jour sans que nos citoyennes et nos citoyens ne soient victimes, à leur domicile, de cambrioleurs armés qui n'hésitent pas à leur faire subir les pires violences, voire malheureusement dans certains cas, les pires sévices, parfois jusqu'au meurtre, avant de s'emparer de tout ce qui, à leurs yeux, peut être susceptible d'avoir de la valeur.

Monsieur le Ministre, cette insécurité hors-norme ne peut plus durer. Les Guyanais sont véritablement à bout de nerfs, et en ont assez d'être totalement livrés à eux-mêmes face à des prédateurs surarmés sans foi ni loi, qui profitent de l'insuffisance manifeste des moyens humains et matériels des forces de sécurité et de la justice pour se livrer à leurs exactions en toute impunité, ou presque.

A l'heure où nous vous parlons, nous avons déjà connaissance de mouvements spontanés qui sont en cours de structuration ; et il est à craindre, au train où vont les choses, que des révoltes citoyennes ne finissent par éclater et n'aboutissent à des actes de représailles aveugles, que nous ne saurions certes cautionner, mais qui ne seraient que la conséquence prévisible du caractère insupportable d'une situation qui n'a que trop duré.

Monsieur le Ministre, nous nous en remettons à vous. Nous comprenons bien évidemment que votre venue en Guyane ait pu être différée ; mais permettez-nous de vous inviter d'ores et déjà, dans la perspective d'un déplacement ultérieur, à délivrer à cette occasion un message fort, et à annoncer le déblocage de moyens véritablement exceptionnels, à la hauteur de la gravité et de l'urgence de la situation. Soyez assuré que nos concitoyens ne supporteraient pas de vous voir repartir sans que vous ayez effectué d'annonces concrètes susceptibles de leur permettre d'entrevoir une éclaircie pour leur sécurité, pour la sécurité de leurs enfants et celle de leurs proches.

Plusieurs dossiers sont en instance - vous les connaissez aussi bien que nous, au premier rang desquels figurent notamment les commissariats de Cayenne et de Saint-Laurent du Maroni. Le renforcement des effectifs de police et de gendarmerie nous semble également absolument incontournable. D'autres mesures ponctuelles ou pérennes, telles que le l'envoi de contingents de force de sécurité, doivent sans doute être envisagées. Nous ne doutons pas, en outre, que le Préfet de Guyane, Monsieur Martin Jaeger, aura su alimenter votre réflexion sur les nombreux manquements en matière de sécurité que connaît notre territoire, et sur les multiples façons

dont vous pourriez y remédier. Une seule chose est sûre : la Guyane est aujourd'hui au bord de l'explosion. Et nous comptons fortement sur vous pour l'aider à ne pas basculer dans une situation insurrectionnelle d'où il pourrait être difficile de la faire sortir.

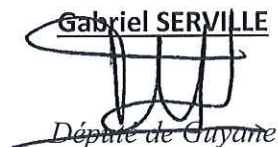
Certains que vous aurez pris la mesure de la gravité de la situation, et dans l'attente de votre venue en Guyane - que nous espérons proche, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre très haute considération.

Chantal BERTHELOT

Députée de Guyane

Rodolphe ALEXANDRE

Président de la CTG

Gabriel SERVILLE

Député de Guyane

Antoine KARAM

Sénateur

David RICHE

Président de l'Association des
Maires de Guyane
26 avenue Louis Pasteur - BP 493
97332 Cayenne CEDEX
Tél : (+594) 23 71 14 - Fax : 09 70 22 38 30
Port. : (+594) 694 23 33 33
Mail : secretariat@maires973.gf

Georges PATIENT

Sénateur

Copie :

- Monsieur Manuel Valls, Premier Ministre
- Monsieur Jean-Jacques Urvoas, Garde des Sceaux et Ministre de la Justice,
- Madame George Pau-Langevin, Ministre des Outre-mer
- Monsieur le Préfet de Guyane, Martin Jaeger